

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1974

30 AVRIL 1974.

Proposition de loi modifiant la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, complétée par le chapitre IV de la loi du 23 décembre 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit.

DEVELOPPEMENTS

Le 24 octobre 1973 fut déposée la proposition de loi modifiant les lois du 23 décembre 1970 et du 18 juillet 1973, créant de nouveaux avantages en faveur des victimes civiles des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit (Doc. Sénat n° 28, session de 1973-1974).

Elle était motivée en ces termes :

« La loi du 18 juillet 1973 a permis d'apporter certaines améliorations techniques pour ce qui concerne les avantages accordés aux victimes civiles de la guerre et à leurs ayants droit. Ces adaptations n'ont qu'une faible incidence budgétaire. En effet, pour les années 1972 et 1973, les dépenses atteindront tout au plus six millions de francs.

» Le législateur a toujours veillé à assurer un juste équilibre entre les avantages accordés, d'une part, aux victimes du devoir militaire et, d'autre part, aux victimes civiles de la guerre.

» L'article 33 de la loi du 8 juillet 1970, créant de nouveaux avantages en faveur des victimes du devoir militaire ou d'un

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1974

30 APRIL 1974.

Voorstel van wet tot wijziging van de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigeraars en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945, aangevuld met hoofdstuk IV van de wet van 23 december 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten gunste van de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 en hun rechthebbenden.

TOELICHTING

Op 24 oktober 1973 werd het voorstel van wet tot wijziging van de wetten van 23 december 1970 en van 18 juli 1973, tot instelling van nieuwe voordelen ten gunste van de burgerlijke slachtoffers van de oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 en van hun rechthebbenden, ingediend. (Gedr. St. Senaat nr. 28, zitting 1973-1974).

Het werd als volgt verantwoord :

« De wet van 18 juli 1973 heeft enkele technische verbeteringen verwezenlijkt wat de burgerlijke oorlogsslachtoffers en hun rechthebbenden betreft. De aanpassingen hebben weinig financiële weerslag op de begroting. Voor de jaren 1972 en 1973 bedragen de uitgaven maximum zes miljoen.

» De wetgever heeft er steeds naar gestreefd, een billijk evenwicht te verzekeren tussen de voordelen enerzijds toegekend aan de militaire slachtoffers en anderzijds deze verleend aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers.

» Artikel 33 van de wet van 8 juli 1970, tot instelling van nieuwe voordelen ten behoeve van de slachtoffers van

devoir assimilé, prévoit la prise en considération d'une période nouvelle pour le calcul de la rente de combattants. Il en résulte une discrimination à l'égard des bénéficiaires des rentes octroyées par la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

» D'autre part, le cumul des périodes reconnues dans les différents statuts n'a pas encore été admis jusqu'à présent. »

**

La Commission de la Santé publique et de la Famille du Sénat a examiné la susdite proposition en sa réunion du 12 décembre 1973.

Le Ministre déclara que le Gouvernement en acceptait pleinement l'objectif. Il déposa néanmoins des amendements, qui n'avaient d'ailleurs d'autre portée que de donner à la teneur même de la proposition une présentation différente permettant de mieux l'insérer dans la législation de base existante. De plus, le Gouvernement proposait de prévoir dans la loi une date limite pour ce qui concerne les périodes de guerre 1914-1918 et 1940-1945. Le Gouvernement entendait également saisir l'occasion pour apporter quelques améliorations à la loi du 12 décembre 1969. Pour toutes ces raisons, l'auteur de la proposition de loi a accepté que la discussion ait lieu sur la base des amendements du Gouvernement.

Après discussion, la proposition fut adoptée à l'unanimité des voix moins 2 abstentions. Le rapport fut fait au nom de la Commission compétente par M. Verleysen (Doc. Sénat n° 137 du 9 janvier 1974).

**

Par suite de la dissolution des Chambres, le texte ne fut pas débattu par le Sénat et la proposition devint caduque. Afin d'atteindre au plus tôt le but fixé, les auteurs ont estimé devoir déposer une nouvelle proposition de loi dont le texte n'est autre que celui adopté par la Commission.

Analyse des articles.

INTITULE.

L'intitulé proposé se réfère d'une manière précise aux textes de base.

Article premier.

L'article 1^{er} a été aménagé de manière telle que les périodes qui ont donné lieu à un séjour de six mois au moins dans un établissement hospitalier quel qu'il soit, puissent être prises en considération pour l'octroi de la rente de déporté de la guerre 1914-1918. Il est cependant nécessaire que cette hospitalisation pour blessure ou maladie ait été

de militaire plicht of van een daarmee gelijkgestelde plicht, neemt een nieuwe periode voor de berekening van de strijdersrente in aanmerking. Aldus is een discriminatie ontstaan tegenover degenen die genieten van de renten toegekend door de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigerars en gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945.

» Evenmin is de cumulatie van de verschillende erkenningsperiodes in de verschillende statuten tot heden verwezenlijkt. »

**

De Senaatscommissie voor de Volksgezondheid en de Gezinszorg heeft in haar vergadering van 12 december 1973 dit voorstel besproken.

De Minister verklaarde dat de Regering het volledig eens was met de doelstelling van het voorstel. Hij diende niettemin amendementen in, die evenwel niets anders beogen dan een andere voorstelling van dezelfde inhoud die zodoende beter in de bestaande basiswetgeving kan worden ingeschakeld. Daarenboven stelde de Regering voor, een einddatum in de wet in te lassen, betreffende de oorlogsperiodes 1914-1918 en 1940-1945. Van deze gelegenheid wenste de Regering ook gebruik te maken om tevens in de wet van 12 december 1969 enige verbetering aan te brengen. Om al deze redenen was de indiener het ermee eens dat de bespreking zou gebeuren op basis van de regeringsamendementen.

Na bespreking werd het wetsvoorstel met algemene stemmen bij twee onthoudingen aangenomen. Namens de bevoegde commissie werd door de heer Verleysen een verslag opgesteld. (Gedr. St. Senaat nr. 137, d.d. 9 januari 1974).

**

Wegens de ontbinding van de Kamers werd de tekst door de Senaat niet behandeld, en verviel het wetsvoorstel. Ten einde het gestelde doel ten spoedigste te verwezenlijken zijn de indieners van oordeel de door de Commissie aanvaarde tekst als voorstel van wet te moeten indienen.

Commentaar bij de artikelen.

OPSCHRIFT.

Het opschrift verwijst duidelijk naar de basisteksten.

Artikel 1.

Artikel 1 werd derwijze aangepast dat perioden van verblijf van ten minste zes maanden in enige verplegingsinrichting in aanmerking komen voor het toekennen van de rente voor gedeporteerden van de oorlog 1914-1918. Die verpleging in een inrichting wegens verwonding of ziekte moet evenwel in oorzakelijk verband staan met de deportatie

encourue par suite de la déportation ou d'une éventuelle évasion et qu'elle ait donné lieu à une allocation de victime civile en application des lois coordonnées du 19 août 1921.

Pour ne pas prolonger à l'infini les effets de cette hospitalisation, il a été nécessaire de fixer une date limite à celle-ci. La date du 31 août 1919 a été retenue par comparaison avec le délai accordé dans ce domaine aux prisonniers politiques de la guerre 1940-1945.

Article 2.

Par comparaison avec ce qui est déjà d'application ou encore avec ce qui fait l'objet des aménagements proposés à l'article 3, 3°, concernant les rentes accordées aux déportés et aux réfractaires de la guerre 1940-1945, il est proposé, pour le calcul de la rente de déporté de la guerre 1914-1918, de tenir compte des périodes qui n'ont pas été retenues pour la fixation de la rente de prisonnier politique de la guerre 1914-1918. Il est bien entendu que ces périodes ne pourront en aucun cas coïncider avec celles reconnues en tant que déporté de la guerre 1914-1918.

Article 3.

Les 1° et 2° de l'article 3 permettent d'élargir la période de réfractariat ou de déportation reconnue par les statuts en y ajoutant éventuellement les séjours, d'une durée totale de six mois au moins, dans un établissement hospitalier en raison d'une blessure ou d'une maladie encourue par le fait de ce réfractariat ou de cette déportation ou d'une éventuelle évasion au cours de cette déportation. Il est nécessaire toutefois, pour les intéressés, d'être titulaires d'une pension d'invalidité accordée, en application de la loi du 15 mars 1954, pour la période d'hospitalisation envisagée.

Tout comme pour les prisonniers de guerre, la date limite de cette hospitalisation a été fixée au 8 mai 1945.

Le 3° de l'article 3 reflète, quant à lui, la mesure préconisée par l'article 4 de la proposition de loi. Il met fin à une certaine iniquité dans l'octroi des rentes viagères telles qu'elles sont attribuées par la législation en vigueur actuellement.

Un exemple illustrera mieux l'objectif poursuivi par l'amendement présenté à l'article 3, 3° :

Une personne est reconnue bénéficiaire de plusieurs statuts de reconnaissance nationale pour les périodes ne coïncidant pas, soit : deux mois comme prisonnier politique, trois mois comme résistant armé, deux mois comme réfractaire et trois mois comme déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945. Dans la situation actuelle, cette personne, qui totalise onze mois de reconnaissance, ne peut pas obtenir le bénéfice d'une rente viagère parce qu'elle ne réunit pas les conditions essentielles d'au moins un semestre dans un régime déterminé (soit rente de combattant et de captivité, soit rente de déporté et de réfractaire de la guerre 1940-1945).

of een eventuele ontsnapping en aanleiding hebben gegeven tot een uitkering voor burgerlijke slachtoffers krachtens de gecoördineerde wetten van 19 augustus 1921.

Ten einde de gevolgen van die verpleging niet tot in het oneindige te rekken, is het nodig gebleken een grensdatum vast te stellen. De datum van 31 augustus 1919 werd gekozen door vergelijking met de termijn die op dat gebied geldt voor de politieke gevangenen van de oorlog 1940-1945.

Artikel 2.

Door vergelijking met hetgeen reeds wordt toegepast of als aanpassing wordt voorgesteld in artikel 3, 3°, wat betreft de renten toegekend aan de gedeporteerden en werkweigerders van de oorlog 1940-1945, zou voor de berekening van de rente voor gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 rekening worden gehouden met de perioden die niet in aanmerking werden genomen voor de vaststelling van de rente voor politieke gevangenen van de oorlog 1914-1918. Het is wel te verstaan dat die perioden in geen geval mogen samenvallen met die erkend als deportatieperiode van de oorlog 1914-1918.

Artikel 3.

Krachtens 1° en 2° van artikel 3 kunnen de perioden van werkweigerings- of deportatie erkend op grond van de statuten eventueel worden aangevuld met de perioden van verblijf in een verplegingsinrichting wegens een verwonding of ziekte opgelopen door toedoen van die werkweigerings- of deportatie of van een eventuele ontsnapping tijdens die deportatie, op voorwaarde dat een zodanig verblijf ten minste zes maanden heeft geduurd. De belanghebbenden moeten evenwel over de beschouwde periode van verpleging een invaliditeitspensioen genieten krachtens de wet van 15 maart 1954.

Evenals voor de krijgsgevangenen is de einddatum van die verpleging vastgesteld op 8 mei 1945.

Het bepaalde bij 3° van artikel 3 is een weergave van wat beoogd wordt door de maatregel voorgesteld in artikel 4 van het wetsvoorstel. De bedoeling is een einde te maken aan een zekere onbillijkheid bij het toekennen van de lijfrenten op grond van de huidige wetgeving.

Een voorbeeld maakt duidelijker wat wordt beoogd door het amendement vervat in artikel 3, 3° :

Een persoon is erkend als gerechtigde tot verscheidene statuten van nationale erkentelijkheid over perioden die niet samenvallen, te weten : twee maanden als politiek gevangene, drie maanden als gewapend verzetsman, twee maanden als werkweigerder en drie maanden als gedeporteerde voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945. In de huidige stand van zaken kan die persoon met in totaal elf maanden erkenning geen aanspraak maken op een lijfrente omdat hij de grondvoorwaarde, minstens één semester in een bepaalde regeling te tellen, niet vervult (hetzij strijders- en gevangenschapsrente, hetzij gedeporteerden- en werkweigerdersrente van de oorlog 1940-1945).

L'amendement permettra de lui accorder une rente viagère annuelle de deux semestres, calculée sur base du régime le plus favorable prévu par la loi du 12 décembre 1969.

Articles 4 et 5.

Ces deux articles ont pour objet de réduire de quatre à deux semestres l'exigence imposée par la loi aux veuves de déportés de la guerre 1914-1918 et à celles des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 pour qu'elles puissent prétendre au bénéfice d'une rente viagère de veuve.

L'exigence de quatre semestres, dans le chef des titulaires, pour que leurs veuves puissent bénéficier d'une rente, est absolument trop restrictive; c'est ainsi que la loi du 23 décembre 1970 n'a eu à l'égard de ces veuves qu'une portée extrêmement limitée.

Cela se conçoit d'autant mieux que les ordonnances allemandes sur la mise au travail obligatoire durant la guerre 1940-1945 ont seulement été prises le 6 octobre 1942: en ce qui concerne les déportés de la guerre 1914-1918, la masse des déportations se situe à la fin de 1917 et en 1918.

Article 6.

L'article 6 traite de la procédure pour l'introduction des demandes au bénéfice des dispositions nouvelles prévues par la présente proposition de loi; il fixe en outre les dates de prise de cours des demandes conformément à la règle générale suivie en la matière.

**

PROPOSITION DE LOI

CHAPITRE 1^{er}.

Rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918.

ARTICLE 1^{er}.

L'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 12 décembre 1969 créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, modifié par la loi du 18 juillet 1973, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}, § 1^{er}. Il est institué une rente viagère en faveur des déportés de la guerre 1914-1918 :

1° qui ont subi une déportation d'un semestre au moins et qui ont obtenu l'indemnité de 50 francs par mois de déportation prévue par l'article 7 des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921;

Het amendement zal het mogelijk maken hem een jaarlijkse lijfrente van twee semesters toe te kennen, berekend op grond van de gunstigste regeling in de wet van 12 december 1969.

Artikelen 4 en 5.

Door deze twee artikelen wordt beoogd de vier semesters bij de wet vereist van de weduwen van gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van die van werkweigeraars en gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945 om aanspraak te kunnen maken op een lijfrente als weduwe tot twee semesters te verminderen.

De eis dat de gerechtigden vier semesters moeten tellen om hun weduwen aanspraak op rente te verschaffen is werkelijk te beperkend; zo heeft de wet van 23 december 1970 voor die weduwen een slechts zeer begrensde uitwerking gehad.

Zulks is nog begrijpelijker wanneer men bedenkt dat de Duitse verordeningen betreffende de verplichte tewerkstelling tijdens de oorlog 1940-1945 pas van 6 oktober 1942 dagtekenen; wat betreft de gedeporteerden 1914-1918, de meeste deportaties hebben plaatsgehad einde 1917 en in 1918.

Artikel 6.

Artikel 6 handelt over de procedure voor het indienen van de aanvragen om in aanmerking te komen voor de nieuwe bepalingen van dit voorstel; het stelt bovendien de ingangsdata van de aanvragen vast overeenkomstig de algemene regel die in dat opzicht geldt.

C. DE CLERCQ.

**

VOORSTEL VAN WET

HOOFDSTUK I.

Lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918.

ARTIKEL 1.

Artikel 1, § 1, van de wet van 12 december 1969 tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigeraars en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945, gewijzigd bij de wet van 18 juli 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1, § 1. Er wordt een lijfrente ingesteld ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 :

1° die een deportatie van ten minste een semester hebben ondergaan en de vergoeding van 50 frank voor elke maand deportatie hebben bekomen bepaald bij artikel 7 van de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers, gecoördineerd op 19 augustus 1921;

2° qui ont séjourné pendant une durée totale de six mois au moins dans tout établissement hospitalier, en raison d'une blessure ou d'une maladie encourue par le fait de leur déportation ou d'une éventuelle évasion et qui sont, de ce chef, titulaires d'une allocation accordée en vertu des lois sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, coordonnées le 19 août 1921, pour la période de cette hospitalisation, limitée au 31 août 1919.

» Les périodes d'hospitalisation et de déportation visées aux 1° et 2° ci-dessus qui ne coïncident pas, peuvent s'additionner pour constituer le semestre minimum requis. »

ART. 2.

L'article 2 de la loi du 12 décembre 1969 précitée est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Toutefois, et pour autant qu'elles ne coïncident pas, les périodes d'appartenance au régime de la rente de prisonnier politique de la guerre 1914-1918 instituée par la loi du 7 juillet 1964 précitée, qui n'ont pas été prises en considération pour le calcul de la rente dans ce régime, peuvent l'être pour le calcul de la rente visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la présente loi. »

CHAPITRE II.

Rente viagère en faveur des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

ART. 3.

A l'article 4 de la même loi du 12 décembre 1969 sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, il est inséré un 1°*bis*, rédigé comme suit :

« 1°*bis* des réfractaires visés au 1° ci-dessus qui ont séjourné pendant une durée totale de six mois au moins dans tout établissement hospitalier, en raison d'une blessure ou d'une maladie encourue par le fait de leur réfractariat et qui sont, de ce chef, titulaires d'une pension accordée en vertu de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit, pour la période de cette hospitalisation, limitée au 8 mai 1945. »

2° Au § 1^{er}, il est inséré au 2°*bis*, rédigé comme suit :

« 2°*bis* des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 visés au 2° ci-dessus qui ont séjourné pendant une durée totale de six mois au moins dans tout établissement hospitalier, en raison d'une blessure ou d'une maladie encourue par le fait de leur déportation ou d'une éventuelle évasion et qui sont, de ce chef, titulaires d'une pension accordée en vertu de la loi du 15 mars 1954 précitée, pour la période de cette hospitalisation, limitée au 8 mai 1945. »

2° die gedurende een totale duur van ten minste zes maanden in enige verplegingsinrichting hebben verbleven wegens een verwonding of ziekte opgedaan door hun deportatie of een eventuele ontsnapping en uit dien hoofde een uitkering genieten toegekend krachtens de wetten op het herstel te verlenen aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers, gecoördineerd op 19 augustus 1921, over de periode van verblijf in de verplegingsinrichting, die beperkt wordt tot 31 augustus 1919.

» De perioden van verblijf in een verplegingsinrichting en van deportatie bedoeld in bovenstaande 1° en 2° die niet samenvallen, kunnen worden samengeteld om het vereiste minimum van een semester te vormen. »

ART. 2.

Artikel 2 van de voornoemde wet van 12 december 1969 wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt :

« Voor zover zij niet samenvallen kunnen evenwel perioden geldig voor de regeling van de rente voor politiek gevangene van de oorlog 1914-1918 ingesteld bij de voornoemde wet van 7 juli 1964, die niet in aanmerking werden genomen voor de berekening van de rente in die regeling, worden medegeteld voor de berekening van de rente bedoeld in artikel 1, § 1, van deze wet. »

HOOFDSTUK II.

Lijfrente ten voordele van de werkweigeraars en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945.

ART. 3.

In artikel 4 van dezelfde wet van 12 december 1969 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt een 1°*bis* ingevoegd luidend als volgt :

« 1°*bis* de werkweigeraars bedoeld in vorenstaande 1° die gedurende een totale duur van ten minste zes maanden in enige verplegingsinrichting hebben verbleven wegens een verwonding of ziekte opgedaan door hun werkweigeren en die uit dien hoofde een pensioen genieten toegekend krachtens de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden, over de periode van verblijf in de verplegingsinrichting, die beperkt wordt tot 8 mei 1945. »

2° In § 1 wordt een 2°*bis* ingevoegd luidend als volgt :

« 2°*bis* de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945 bedoeld in vorenstaand 2° die gedurende een totale duur van ten minste zes maanden in enige verplegingsinrichting hebben verbleven wegens een verwonding of ziekte opgedaan door of een eventuele ontsnapping en uit dien hoofde een pensioen genieten toegekend krachtens de voornoemde wet van 15 maart 1954, over de periode van verblijf in de verplegingsinrichting, die beperkt wordt tot 8 mei 1945. »

3° Au § 4, les mots « pour autant toutefois que, dans chacun de ces deux régimes précités, la période d'appartenance soit d'un semestre au moins » sont remplacés par les mots « pour autant toutefois que la période d'appartenance à l'ensemble des deux régimes de rentes précités soit d'un semestre au moins ».

CHAPITRE III.

Dispositions relatives aux veuves des déportés de la guerre 1914-1918 et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

ART. 4.

A l'article 37, 2°, du Chapitre IV de la loi du 23 décembre 1970 précitée, le mot « quatre » est remplacé par le mot « deux ».

ART. 5.

A l'article 39, 2°, du Chapitre IV de la même loi du 23 décembre 1970, le mot « quatre » est remplacé par le mot « deux ».

CHAPITRE IV.

Dispositions communes.

ART. 6.

Le bénéfice des modifications apportées par la présente loi est subordonné, dans le chef des intéressés, à l'introduction d'une demande :

a) si la modification résulte des articles 1^{er} à 3 inclus, la rente prendra cours :

— le 1^{er} janvier 1974 pour celui qui a atteint l'âge de 55 ans avant cette date ou le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint cet âge, pour celui qui parvient à cet âge entre le 31 décembre 1973 et la date de publication de la présente loi, pour autant que la demande soit introduite dans les trois mois suivant cette publication;

— le premier jour du mois qui suit l'introduction de la demande, dans tous les autres cas;

b) si la modification résulte des articles 4 et 5, la rente pendra cours :

1° pour autant que la demande soit introduite dans les trois mois suivant la publication de la présente loi :

a) lorsque le décès de la victime se situe avant le 1^{er} janvier 1974 :

— au 1^{er} janvier 1974 pour la veuve qui a atteint l'âge de 55 ans à cette date;

— au premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la veuve atteint l'âge de 55 ans pour celle qui parvient

3° In 4 worden de woorden « voor zover evenwel in elk van beide voornoemde stelsels de periode van behoren minstens een semester bedraagt » vervangen door de woorden « voor zover evenwel de periode van behoren tot beide voornoemde rentenregelingen samen minstens een semester bedraagt ».

HOOFDSTUK III.

Bepalingen betreffende de weduwen van deporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigeraars en gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945.

ART. 4.

In artikel 37, 2°, van Hoofdstuk IV van de voornoemde wet van 23 december 1970 wordt het woord « vier » vervangen door het woord « twee ».

ART. 5.

In artikel 39, 2°, van Hoofdstuk IV van dezelfde wet van 23 december 1970 wordt het woord « vier » vervangen door het woord « twee ».

HOOFDSTUK IV.

Gemeenschappelijke bepalingen.

ART. 6.

Om in aanmerking te komen voor de wijzigingen aangebracht bij deze wet moeten de belanghebbenden een aanvraag indienen :

a) wanneer de wijziging voortvloeit uit de artikelen 1 tot en met 3 gaat de rente in :

— op 1 januari 1974 voor degene die de leeftijd van 55 jaar vóór die datum heeft bereikt of op de eerste dag van de maand volgend op die waarin hij die leeftijd bereikt, voor degene die evengenoemde leeftijd bereikt tussen 31 december 1973 en de datum waarop deze wet wordt bekendgemaakt, voor zover de aanvraag wordt ingediend binnen drie maanden volgend op die bekendmaking;

— op de eerste dag van de maand volgend op die waarin de aanvraag wordt ingediend, in alle andere gevallen;

b) wanneer de wijziging voortvloeit uit de artikelen 4 en 5 gaat de rente in :

1° voor zover de aanvraag wordt ingediend binnen drie maanden volgend op de bekendmaking van deze wet :

a) wanneer het slachtoffer overleden is vóór 1 januari 1974 :

— op 1 januari 1974 voor de weduwe die op evengenoemde datum de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt;

— op de eerste dag van de maand die volgt op die waarin de weduwe de leeftijd van 55 jaar bereikt voor de weduwe

à cet âge entre le 31 décembre 1973 et la date de la publication de la présente loi;

b) lorsque le décès de la victime se situe après le 31 décembre 1973 et avant la date de la publication de la présente loi :

— au premier jour du mois qui suit celui du décès de la victime pour la veuve qui, au moment du décès, a atteint l'âge de 55 ans;

— au premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la veuve atteint l'âge de 55 ans pour celle qui parvient à cet âge postérieurement au décès de la victime;

2° au premier jour du mois qui suit celui de l'introduction de la demande, dans tous les autres cas, sans préjudice de la condition d'âge imposée par les articles 37 et 39 de la loi du 23 décembre 1970 précitée, condition qui s'apprécie au premier jour du mois qui suit la date anniversaire.

die evengenoemde leeftijd bereikt tussen 31 december 1973 en de datum waarop deze wet wordt bekendgemaakt;

b) wanneer het slachtoffer overleden is na 31 december 1973 en vóór de datum waarop deze wet wordt bekendgemaakt :

— op de eerste dag van de maand die volgt op die van het overlijden van het slachtoffer voor de weduwe die op het ogenblik van het overlijden de leeftijd van 55 jaar heeft bereikt;

— op de eerste dag van de maand volgend op die waarin de weduwe de leeftijd van 55 jaar bereikt voor de weduwe die evengenoemde leeftijd bereikt na het overlijden van het slachtoffer;

2° op de eerste dag van de maand die volgt op die van de indiening van de aanvraag in al de andere gevallen, onverminderd de in de artikelen 37 en 39 van de wet van 23 december 1970 gestelde leeftijdsvoorwaarde, die beoordeeld wordt op de eerste dag van de maand die volgt op de verjaardag.

C. DE CLERCQ.
W. VERLEYSEN.